



Ce que nous avons entendu

- Les participants se rappellent que Pêches et Océans Canada examinait le Programme de gestion des ressources aquatiques et océaniques en 2014-2015, ce qui comprenait des discussions avec les participants au programme. Ils ont demandé si les résultats avaient servi à quelque chose.

Apprendre à connaître les groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques

« Les objectifs [du programme] sont ouverts et correspondent à nos objectifs – toutes les Premières Nations ont des visions assez semblables à cet égard. Ne laissez personne au Ministère vous dire que ce n'est pas le cas. »

- Parmi les participants, on comptait ceux qui travaillaient dans des organisations qui existaient bien avant le début du programme, ceux dont les organisations avaient été créées dans le cadre du programme et ceux qui ne faisaient pas encore partie d'un groupe dont le programme recevait du financement.
 - Les organisations qui existaient avant le début du programme ne se considèrent pas comme des groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques, parce que le programme n'est qu'une source de financement pour leurs activités et que le regroupement a été fait à des fins ministérielles. *« Nous n'aimions pas non plus être considérés comme un sous-groupe du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques. »*
- Certains participants ont décrit la façon dont le programme a été utilisé (ou est utilisé) pour rassembler les collectivités que le programme de la Stratégie relative aux pêches autochtones séparait. *« Nous avons réussi à rassembler 18 collectivités après la Commission Cohen – plus sur la gestion de crises. C'est un programme auquel il est assez facile de participer. »* Une autre raison courante donnée pour la création de groupes ou pour la participation au programme est qu'il s'agit d'une réponse à la gestion inadéquate des stocks de poissons par le Ministère.
 - En fait, certains groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques commencent à travailler ensemble à cause de la mauvaise gestion des stocks de poissons et parce que les collectivités membres ne sont pas en mesure de répondre à leurs besoins alimentaires, sociaux et rituels.
- Les participants notent que le financement du programme est utilisé pour les dépenses de base, comme le personnel, et pour organiser un certain nombre de forums ouverts tout au long de l'année afin de faire participer les membres et de les consulter. Un participant a déclaré que des forums ouverts avaient été organisés sur le terrain.
- Les participants au programme ont recours à plusieurs sources de financement pour la dotation en personnel, l'engagement communautaire et l'établissement de rapports,

ainsi que les activités « sur le terrain ». Parmi ces sources, il y a la Stratégie relative aux pêches autochtones, la province, le milieu universitaire et autres. « *La création de partenariats avec ceux qui suivent les questions de pêche nous a permis d'augmenter considérablement notre budget. C'est très positif pour nous.* »

Personnel et savoir-faire

- En général, les groupes qui participent au programme sont dotés du personnel suivant : directeur exécutif, coordonnateur de la gestion des pêches, gestionnaire des opérations des pêches, coordonnateur des programmes, coordonnateur des communications, administrateur des finances, biologistes, techniciens et assistants de terrain. Certains groupes comptent de nombreux biologistes et techniciens. Plusieurs ont dit que les assistants de terrain étaient des étudiants participant à un programme d'été ou des employés temporaires.

Équipement

- Les groupes disposent de beaucoup d'équipement, notamment : des caméras sonar à imagerie numérique pour compter les poissons, de l'équipement de limnologie pour étudier les eaux continentales, du matériel de camping, des drones et des stations de surveillance des eaux. Les groupes prêtent parfois leur équipement au Ministère.

Comprendre vos services et le potentiel de la prestation des services

« *En matière d'environnement, les gouvernements font marche arrière, mais nous allons prendre les devants et il en coûtera moins, car nous sommes ici.* »

- Les services communs aux groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques comprennent des activités techniques « sur le terrain » comme : l'évaluation des stocks, la protection et la restauration des habitats, la gestion des espèces en péril, la gestion des espèces envahissantes, la surveillance et la gestion des eaux, et l'évaluation environnementale. On compte également la planification stratégique, les communications, l'établissement de rapports et l'éducation dans la collectivité.

Définition des services : Besoins en matière de capacité technique

- Les participants appuient la collecte de données de référence et de données continues sur les stocks de poissons, l'habitat, les océans et les milieux marins, et les zones touchées par les déversements environnementaux. Ils veulent également renforcer leur capacité à participer à l'étude des effets cumulatifs, à la surveillance des eaux, aux évaluations environnementales et aux évaluations de l'impact de la salmoniculture.
- Les participants souhaitent fortement s'impliquer davantage dans les interventions d'urgence, y compris les travaux d'assainissement. Les participants ont partagé de nombreux exemples d'événements environnementaux ayant perturbé les poissons, les cours d'eau et d'autres ressources, notamment les déraillements de train, la catastrophe du mont Polley et la rupture du bassin de résidus de Highland Valley. « *Des déversements environnementaux ont eu lieu*

au cours des dernières années, et on nous a demandé d'intervenir et de jouer un rôle. Des contrats directs devraient être offerts aux Premières Nations. »

- Les participants s'intéressent également aux effets cumulatifs des industries et aux grands projets sur les voies d'eau poissonneuses. *« Ils disent toujours que la dilution est la solution, mais nous savons tous que ce n'est pas vrai. Les conséquences sont balayées sous le tapis. »*
- Les participants constatent des lacunes relativement au nombre de biologistes et de techniciens disponibles pour accomplir le travail, du matériel et de l'équipement, et de l'accès aux laboratoires et aux résultats des recherches. Quelques participants jugent également utile d'ajouter un garde-pêche autochtone à leur personnel.
- Les besoins en formation comprennent la formation et l'intendance culturelles afin de permettre aux aînés de transmettre les enseignements traditionnels, ainsi que la certification et la formation pour utiliser l'équipement de terrain.

Financement de la prestation des services : Besoins et options

« Pêches et Océans Canada participe à un grand nombre de processus et les Premières Nations doivent également y participer. Mais il n'y a pas de nouvelles ressources disponibles. »

- Les participants ont souligné les besoins salariaux des biologistes et d'autres membres du personnel technique, ainsi que les besoins plus réalistes concernant le salaire du personnel existant et leurs budgets de déplacement. Ils ont relevé les sources de financement potentielles suivantes : leurs propres revenus, la Stratégie relative aux pêches autochtones, les autres organismes fédéraux et provinciaux, les programmes interorganismes (comme l'Initiative de rétablissement de l'habitat du poisson) et les associations de pêches commerciales. Ils pensaient également que l'obtention d'un financement de base entre les groupes, le partage de l'équipement scientifique et de l'expertise technique des Premières Nations pourraient libérer des fonds pour les besoins en matière de capacité technique et de partenariats avec des chercheurs universitaires. *« Les ressources ne sont pas vraiment partagées entre les tribus, et elles devraient l'être. Disposer d'intra-biologistes serait une bonne idée. »*
- Un participant pensait que la mise en œuvre d'une politique sur le saumon sauvage pourrait être créée et constituer une source de financement de plus. Un autre pensait que Rio Tinto Alcan devrait financer certaines initiatives.

Comprendre les relations

« Le programme de gestion des ressources aquatiques et océaniques est un outil de renforcement de nation à nation. Il peut aussi s'avérer profitable à de nombreux projets communs. »

- Les participants interagissent avec de nombreux employés de Pêches et Océans Canada; il s'agit le plus souvent d'administrateurs et de gestionnaires des ressources de programmes autochtones. Ils disent n'entretenir que très peu de relations avec les scientifiques du Ministère ou le Secrétariat canadien de consultation scientifique, et n'avoir aucun contact avec le programme d'aquaculture. Même si les participants

interagissent avec la province et les organisations non gouvernementales, ils n'ont pas beaucoup de rapports avec d'autres organismes fédéraux (sauf Parcs Canada).
« *Nous utilisons très mal les ressources scientifiques dont nous disposons – la communication est mauvaise. Nous devons remédier à cela.* »

- Il y a une certaine collaboration avec le Ministère en ce qui a trait au rétablissement et à la restauration des stocks, ainsi qu'à la restauration de l'habitat, mais, comme l'a fait remarquer un participant, « *Les connaissances avancées sont le fruit d'heures de travail au sein du Ministère. C'est réactif, pas proactif, et nous devons changer cela.* »
- Les participants indiquent qu'ils doivent rééduquer le personnel du Ministère chaque fois que la personne-ressource change. « *Cela devrait avoir lieu au Ministère, pas dans la collectivité.* »

Participation aux processus décisionnels

Nous avons demandé un compte rendu des décisions importantes prises par les Premières Nations dans les documents ministériels, et nous ne l'avons pas encore reçu. »

- Les participants sont unanimes à dire que leur opinion ne compte pas vraiment dans la prise de décision. « *Nous ne pouvons plus investir dans le processus de planification de la gestion intégrée des pêches; nous devons mettre en place notre propre processus. Où sont prises les vraies décisions qui nous concernent?* » Ils veulent influencer la politique gouvernementale en matière de gestion des stocks de poissons et être en mesure de revoir les politiques et de suivre les progrès. « *La restauration est en ce moment la seule façon de participer à la gestion du poisson. Nous voulons être impliqués dans la politique et les politiques qui s'y rattachent, mais les budgets ne le permettent pas.* »
- Les participants soulignent également la disparité entre les décideurs du Ministère et l'autorité des dirigeants des Premières Nations, ainsi que le manque de consultation et de contribution des Premières Nations concernant les décisions. « *Tout est décidé d'avance. Notre point de vue n'est pas vraiment pris en compte; il n'y a pas de place pour la discussion ou la négociation, et peu de marge de manœuvre pour le changement. Le point de vue des Premières Nations n'est pas une commodité administrative.* »
- Aucun participant n'avait l'impression que sa contribution était reflétée dans les décisions de gestion des pêches (ou les décisions de gestion de l'habitat), même si les données sont envoyées au Ministère : « *On nous dit d'être prudents, mais les décisions prises par Pêches et Océans Canada n'appuient pas cette optique.* »

Accroître la sensibilisation

« Il fut un temps où les Premières Nations tenaient un discours alambiqué. Mais nous nous sommes réunis dans de nombreux endroits afin de régler des problèmes. Nous devons continuer de le faire dans de nombreux domaines. »

- Les participants aimeraient plus de partage d'information entre les groupes de ressources aquatiques intérieures et marines afin d'en savoir davantage sur les recherches effectuées sur les piscifabriques employant des parcs en filet et sur les

grands projets qui se déroulent près de l'embouchure du fleuve Fraser. *« Quelles études ont eu lieu avant le début des activités relatives aux ports et aux conteneurs? Nous devons nous renforcer dans ce domaine, tout comme dans les domaines de l'océan et de l'estuaire. »*

- Ils constatent également un grand besoin en communications et en éducation concernant la restauration de l'habitat, les espèces en péril, les espèces envahissantes, les déversements environnementaux et de nombreux autres projets ou enjeux abordés par les groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques. *« Nous devons faire des recherches afin d'obtenir des outils de communication, et cela nécessite les bonnes personnes. Nous devons comprendre les répercussions des incidents sur la santé des poissons et la santé des aliments et en faire part aux collectivités. Personne ne signale les incidents. »*

Savoir et contributions autochtones

« Les connaissances sont là. Même avant d'être en contact, nous avions des points de communication le long de la rivière et nous réussissions à gérer le saumon de cette façon. »

- Les participants sont unanimes sur le fait qu'il est temps que les gouvernements reconnaissent que le savoir autochtone est aussi important – sinon plus – que la science occidentale. Ils s'attendent également à voir leurs connaissances reflétées dans les décisions et les programmes. *« Nous avons travaillé avec le Ministère il y a des années afin de normaliser notre collecte de données, et c'est parti à la poubelle. Maintenant, nous l'attachons à notre accord de programme. Il est temps que sa valeur soit reconnue. »*
- Quelques participants ont partagé des exemples de la façon dont certaines des données tirées de leurs études sur la santé des poissons ou d'autres projets sont maintenant réclamées par le Ministère. Les participants ont également partagé des histoires sur la façon dont les connaissances autochtones ont été ignorées par le Ministère pendant les activités sur le terrain. *« Nous devons apprendre à mieux communiquer malgré nos cultures différentes. »*

« Nous menons des programmes sur l'habitat toute l'année, en fonction des connaissances des Premières Nations, et non de celles de Pêches et Océans Canada ou de la province. »

Apporter des améliorations au programme

« À quoi ressemblerait le programme s'il ne relevait que des Premières Nations? »

- Les participants ont souligné les lacunes du programme dans le passé et les améliorations à apporter. Par exemple :
 - L'argent reçu dans le cadre du programme arrive trop tard dans l'année : souvent en novembre ou en décembre, plutôt qu'en avril.
 - La nécessité pour le programme de regrouper les groupes a engendré des problèmes; en particulier en ce qui concerne les relations entre les collectivités et

entre les nations. Cependant, la collaboration est vigoureusement soutenue afin que les groupes discutent de la gestion des pêches et d'autres enjeux.

- Le programme a manqué de financement au fil des ans. *« Chaque année, nos besoins augmentent; il n'y a pas d'excuses. »* Les salaires auraient dû augmenter en conséquence et le financement de programme est maintenant le seul recours des groupes comme base pour leurs salaires : *« Il y a un vrai manque à gagner pour le taux actuel des employés. Le manque de financement a une incidence sur notre capacité de recruter et de retenir les meilleurs et les plus brillants. Cela nous porte préjudice en tant qu'institution. »*
- Le financement est aussi insuffisant pour ce qui est d'assurer le suivi des évaluations de stocks en cours et d'utiliser une partie de l'équipement technique. En fait, un participant a noté que les projets sont parfois annulés parce que les groupes ne peuvent trouver d'autres sources de financement pour en assurer les frais. *« Nous sommes à la merci de Pêches et Océans Canada. Nous savons que nous avons besoin de plus de sources de financement. »*
- De plus, les programmes de la Stratégie relative aux pêches autochtones et de la gestion des ressources aquatiques et océaniques comportent des chevauchements. Par exemple, les participants qui ne participent pas encore à un groupe de gestion des ressources aquatiques et océaniques ont souligné les similitudes entre les projets financés par la Stratégie des pêches autochtones. *« Nous avons préparé une proposition concernant le Programme de gestion des ressources aquatiques et océaniques il y a quelques années, mais il semble que j'assure déjà une grande partie de ce travail dans le cadre de la Stratégie sur les pêches autochtones. »* Notre personnel technique comprend des étudiants participant à un programme d'été et ceux-ci sont utiles à nos programmes. *« Ces participants ont partagé les résultats de leur programme de « retrait des filets fantômes » et de « réservoirs de poissons dans les écoles ». Ils ont aussi parlé de ainsi que de leurs camps de pêche et de chasse fructueux.*

Définition de la réussite

« La réussite survient lorsque nous concluons une entente avec Pêches et Océans Canada qui nous assure un rôle significatif dans la prise de décisions en matière de gestion. »

- Les participants croient que la réussite du programme se concrétisera lorsqu'il y aura assez de poisson pour soutenir leurs communautés. Leurs principales priorités à l'égard du programme comprennent : un leadership compétent, suffisamment de personnel pour effectuer le travail requis, la participation communautaire à leurs activités et un financement autonome afin de mener à bien leurs projets. Ils ont également accordé la priorité aux activités en cours en matière de planification de la relève et de planification stratégique, notamment les stratégies de perfectionnement professionnel et de maintien en poste, ainsi que les communications, les relations publiques et avec les médias, ainsi que l'éducation.

« L'ensemble de notre projet devrait être une réussite. »

Mesurer le rendement

« *Nos propres paramètres nous intéressent plus que ceux du gouvernement.* »

- Les participants évaluent leur rendement à l'aide des plans stratégiques annuels et quinquennaux. Ils estiment également qu'il est nécessaire de suivre les progrès du Ministère en ce qui concerne le programme afin d'évaluer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas de façon continue.